



Conseil économique et social

Distr. générale
9 novembre 2016
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixante et unième session

13-24 mars 2017

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la vingt-troisième session

extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »

**Déclaration présentée par Baha'i International Community,
Carter Center, Inc., Christian Aid, Commission of the Churches
on International Affairs of the World Council of Churches,
Lutheran World Federation, National Alliance of Women's
Organizations, Presbyterian Church (USA), Society
of Catholic Medical Missionaries, World Association
for Christian Communication et World Young Women's
Christian Association, organisations non gouvernementales
dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique
et Social***

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Redéfinir l'autonomisation économique des femmes et des filles dans une perspective spirituelle féministe.

Les acteurs confessionnels féministes ont un rôle essentiel à jouer dans le développement économique et social de leurs communautés. Les objectifs de développement durable ne peuvent être réalisés d'ici à 2030 sans reconnaître le rôle des acteurs confessionnels féministes et nouer des partenariats efficaces avec eux.

Le Faith and Feminism Working Group est une coalition d'organisations de la société civile visant à promouvoir l'égalité des sexes dans le discours des Nations Unies. Il est composé d'organisations confessionnelles, d'universitaires, d'associations laïques et de groupes de défenseurs de la justice sociale œuvrant en faveur de l'égalité des sexes dans l'optique de la foi et du féminisme.

Nous appelons les diverses confessions à promouvoir un traitement juste et équitable en faveur des femmes et des filles et à éliminer la violence et la discrimination sexistes. Nos ressources, notamment les savoirs féministes et les textes spirituels et sacrés, soulignent le caractère sacré et l'interdépendance de l'ensemble des vies humaines et des systèmes écologiques. Tout au long de cette déclaration, nous avons choisi d'employer l'adjectif « spirituel » pour qualifier l'expérience individuelle de donner du sens au sacré, qui comprend entre autres l'appartenance à des communautés religieuses organisées. Nous plaidons pour l'utilisation de la sagesse spirituelle non seulement pour aborder les catégories socio-économiques, politiques et culturelles qui contribuent à la marginalisation des femmes, mais également pour proposer une « économie de la vie » holistique en lieu et place des économies patriarcales axées sur les inégalités, les profits et l'épuisement des ressources.

À l'heure actuelle, le système économique mondial place les femmes et les filles dans une situation vulnérable et menace leur bien-être général. Leur confinement aux rôles dévolus à chacun des deux sexes les a souvent exclus du processus décisionnel et de l'accès à l'information dans les sphères publique et privée. Les discours religieux patriarcaux ont favorisé et soutenu cette exclusion.

Pourtant, les études de nombreuses communautés confessionnelles révèlent que les femmes et les filles utilisent leur foi pour lutter contre les normes patriarcales et accéder à l'autonomie économique. Malheureusement, leurs efforts sont souvent compromis par les systèmes politiques, culturels et socio-économiques actuels, soutenus par des interprétations patriarcales des textes religieux. Le manque d'accès à l'éducation, les lois discriminatoires sur le divorce et l'héritage et une culture du travail qui dévalorise les travaux domestiques non rémunérés continuent de constituer des obstacles importants.

Le Faith and Feminism Working Group souhaite attirer l'attention de la Commission sur les questions ci-après visant à identifier et mettre en commun les ressources religieuses existantes, et à remettre en cause les pratiques religieuses qui jettent le discrédit sur le rôle des femmes dans le développement d'une économie dynamique :

1. Comment pouvons-nous faire connaître les ressources religieuses existantes en faveur de l'égalité des sexes, tout en contestant stratégiquement les interprétations

de la religion et des textes religieux qui jettent le discrédit sur le rôle pluriel de la femme dans l'économie?

2. Comment les États membres et les organismes des Nations Unies pourraient-ils collaborer avec les communautés confessionnelles féministes pour offrir des alternatives positives à la récupération des religions par les extrémistes? Comment ces alternatives remettront-elles en cause le modèle capitaliste d'économie de marché, qui marginalise et instrumentalise les femmes et les filles?
3. Comment les États Membres et les organismes des Nations Unies peuvent-ils appuyer une redéfinition de la nature et de la finalité du travail et de la richesse à partir d'une conception spirituelle positive?
4. Comment pouvons-nous nous assurer que les négociations économiques et les accords commerciaux donnent la priorité à l'autonomisation économique des femmes et des filles, notamment celles appartenant à des minorités religieuses?
5. Comment pouvons-nous faire prendre conscience que l'intégration et les perspectives économiques des femmes et des filles jouent un rôle essentiel dans la prévention de l'extrémisme religieux violent?
6. Comment pouvons-nous aborder et surmonter les pratiques religieuses qui favorisent les lectures fondamentalistes des textes sacrés et justifient la marginalisation économique des femmes et des filles?

À la lumière de ces considérations, nous exhortons la communauté internationale, les États Membres et les organismes des Nations Unies à tenir compte des recommandations suivantes :

S'agissant de la communauté internationale :

1. Soutenir les chefs religieux, théologiens et organisations confessionnelles féministes et s'y associer pour contester les interprétations des textes religieux qui compromettent l'autonomisation économique des femmes.
2. Encourager les chefs religieux, théologiens et organisations confessionnelles féministes et s'y associer pour renforcer la mise en œuvre du Programme 2030 en vue de réaliser les objectifs de développement durable.
3. Encourager et soutenir les femmes de foi féministes dans leur rôle de chefs et de décideurs spirituels. Appuyer les efforts visant à remettre en question les stéréotypes sexistes réducteurs.
4. Soutenir la participation des femmes de foi féministes aux forums politiques afin de mettre en commun les enseignements tirés, les pratiques exemplaires et les défis à relever pour lutter contre les inégalités socio-économiques.

En ce qui concerne les organismes des Nations Unies :

1. Approfondir la connaissance des différentes confessions aux Nations Unies de manière à donner une plus grande visibilité aux ressources religieuses existantes, appelées à sous-tendre l'égalité des sexes et la justice.
2. Encourager la création d'un comité interconfessionnel pour faire entendre au sein des Nations Unies la voix de d'acteurs religieux en faveur de l'ouverture et explorer les stratégies de lutte contre l'extrémisme religieux violent.

3. Renforcer les efforts de collaboration avec les organisations confessionnelles féministes, en les aidant à tenir l'appareil de l'État responsable de l'intégrisme religieux qui compromet l'application des conventions et traités ratifiés relatifs aux droits de l'homme.

Quant aux États Membres :

1. Abroger les lois et les politiques discriminatoires, notamment celles fondées sur des motifs religieux, qui privent les femmes de leur pleine et effective participation à l'économie, de leur droit d'accès à l'éducation, à un emploi décent et à des soins de santé adéquats, notamment les soins de santé sexuelle et procréative.

2. Collaborer avec les acteurs confessionnels féministes pour concevoir des politiques et des programmes ciblés de mise en œuvre de l'objectif 8 de développement durable, en adoptant une démarche soucieuse d'égalité entre les sexes, afin de promouvoir une croissance économique soutenue, inclusive et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous.

3. Collaborer avec les acteurs confessionnels féministes pour concevoir des politiques et des programmes ciblés de mise en œuvre de la cible 5.4 de développement durable, qui prévoit de prendre en compte et de valoriser les soins et travaux domestiques non rémunérés, par la mise en place de services publics, d'infrastructures et de politiques de protection sociale et par la promotion du partage des responsabilités dans le ménage et la famille, en fonction du contexte national. Ces mesures devraient en outre garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique.

Le Faith and Feminism Working Group reconnaît que, pour promouvoir ces recommandations, des efforts seront nécessaires pour remplacer la dynamique souvent conflictuelle entre laïcs et religieux défenseurs de l'égalité des sexes. Il est essentiel de reconnaître que de telles tensions sont souvent enracinées dans des conceptions culturelles et sont suscitées par des considérations politiques plus générales, des réalités géopolitiques et des espaces où la religion est instrumentalisée et les fragilités politiques sont exploitées.

Ce groupe recommande aux Nations Unies, aux États membres, à la Commission, aux universitaires, aux défenseurs de cette cause et à la société civile d'entreprendre un processus de réflexion et de consultation sur la nécessité pour les acteurs religieux et laïcs de travailler ensemble en vue de construire un récit qui englobe les idéaux inhérents à chacune de leurs visions du monde – un récit qui met l'accent sur notre humanité commune, la justice et l'instauration d'une civilisation mondiale prospère et pacifique pour tous.